



## ASIA FOCUS

# L' « HUMILIATION NATIONALE » AU SERVICE D'UN DISCOURS CHINOIS DÉCOMPLEXÉ

## PREMIÈRE PARTIE

**Barthélémy Courmont** / Directeur de recherche à l'IRIS  
**Vivien Lemaire** / Doctorant en science politique à l'Université  
du Québec à Montréal (UQAM) et enseignant en histoire

Octobre 2023



## PRÉSENTATION DES AUTEURS



**Barthélémy Courmont** / Directeur de recherche à l'IRIS

Barthélémy Courmont est directeur de recherche à l'IRIS où il dirige le Programme Asie-Pacifique et est co-rédacteur en chef d'Asia Focus. Il est également professeur à l'Université catholique de Lille et responsable pédagogique du Master Histoire – Relations internationales.



**Viven Lemaire** / Doctorant en science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et enseignant en histoire

---

## PRÉSENTATION DE LA COLLECTION ASIA FOCUS

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.



PROGRAMME  
**ASIE-PACIFIQUE**

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

Depuis la réouverture du pays après deux ans et demi de fermeture pour cause de pandémie de Covid-19, la Chine a repris une activité diplomatique intense, avec un balai de dignitaires étrangers qui ont fait le déplacement à Pékin, la participation à des grands forums régionaux, et des initiatives importantes comme la réconciliation Iran-Arabie saoudite ou la proposition d'une sortie de crise – selon les termes de Pékin – en Ukraine. La Chine souhaite capitaliser sur le retour des relations internationales pour s'imposer comme un des grands acteurs d'une multipolarité que Pékin continue de mettre en avant. Cette attitude décomplexée cohabite, dans le cas chinois, avec un roman national qui s'appuie sur un « retour à la normale » après une longue série d'humiliations, participant ainsi à un discours qui revendique une désoccidentalisation dont la Chine se fait l'un des porte-étendards.

Le roman national d'un État est ce qui va lui permettre, dans sa construction identitaire nationale autant que dans son affirmation – et donc sa recherche de reconnaissance et de souveraineté – à échelle régionale et parfois internationale, de se définir. Dans la majorité des cas, ce roman met en avant des vertus et des faits de gloire, et la Chine ne fait pas exception quand elle sublime sa civilisation plurimillénaire, met en avant ses grandes inventions ou le rayonnement de plusieurs de ses dynasties impériales. La Chine contemporaine a cependant dans le même temps cette particularité de nourrir sa soif de revanche en rappelant et parfois en amplifiant les grandes humiliations dont elle fut la victime au cours des deux derniers siècles. Le roman national chinois s'appuie ainsi sur cette grande humiliation nationale qu'il convient d'effacer. La mise en avant de ces humiliations, si elle offre à Pékin une posture sur la scène internationale face aux puissances occidentales anciennes colonisatrices et en accompagnement des peuples anciennement colonisés, va également lui permettre de justifier, dans son environnement régional, des mécanismes visant à restaurer l'image de la Chine autant que son leadership. Comme s'il ne s'agissait de rien d'autre qu'un retour à la normale. Au-delà de l'historiographie chinoise, c'est un thème qu'ont abordé des historiens comme Kenneth Pomeranz en pointant du doigt la divergence née de la révolution industrielle et ses victimes, dont la Chine<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Kenneth Pomeranz, *Une grande divergence : la Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Paris, Albin Michel, 2010.

## CENT-CINQUANTE ANS D'HUMILIATIONS À EFFACER

Au début du XIXe siècle, la Chine se définissait comme la plus grande puissance du monde – tout comme les grandes nations européennes se considéraient elles-mêmes en ces termes un siècle plus tard. L'État chinois, toujours intact deux-mille ans après sa première unification, n'avait pas de rival. Avec une population de 328 millions d'habitants, selon l'économiste russe Alexander V. Avakov, « l'Empire Qing était plus peuplé que l'Empire britannique, l'Empire Maratha indien, la République française, l'Empire russe et l'Empire ottoman réuni »<sup>2</sup>. Son économie avait éclipsé toutes les autres, comme elle l'avait fait pendant deux millénaires, représentant bien plus d'un quart de la production mondiale<sup>3</sup>. La Chine était incontestablement la puissance dominante en Asie, dominant une vaste étendue de terre et de mer, et dominant l'ordre culturel. Pour Julia Lovell, « l'empire du Milieu était une civilisation à une échelle que le monde n'avait jamais vue, mais cela était vrai pour avant la première Guerre de l'opium »<sup>4</sup>

C'est dans ce contexte que débuta la colonisation occidentale au XIXe siècle, où le droit international de la « famille des nations civilisées » se répandit comme jamais sur l'Asie, jusqu'alors « civilisée par la Chine », selon les termes de l'historien Pierre Grosser<sup>5</sup>. C'est en son nom que la Corée et le Vietnam repoussèrent la tradition et la hiérarchie sino-centrée, en exprimant leur souhait d'être traitées comme des nations égales de la Chine. D'autres pays asiatiques suivront, et passeront d'un hégémon à l'autre en sortant de l'orbite chinoise pour être colonisés par les puissances occidentales. Pendant toute la deuxième moitié du XIXe siècle, après la défaite humiliante lors de la première Guerre de l'opium et le traité de Nankin de 1842, qui offrait aux Britanniques des avantages commerciaux considérables, la Chine a été au cœur des principales convoitises de la part des puissances occidentales, plusieurs traités s'imposant les uns après les autres à un pouvoir impérial impuissant. Nous y reviendrons plus loin. Le fait est que la ligne officielle de l'État-parti consiste encore aujourd'hui à insister sur ces traités inégaux et sur les humiliations subies par la Chine, sous l'effet des puissances occidentales, dans un effort permanent de victimisation et avec pour objectif de justifier le déclin de la Chine à échelle régionale autant qu'internationale en responsabilisant les puissances étrangères. Pour autant, une telle déchéance n'aurait pas été possible sans la perte de contrôle des autorités chinoises, et l'effondrement d'institutions dont le principal défaut

<sup>2</sup> Alexander V. Avakov, *Two Thousands Years of Economic Statistics, Years 1-2012: Population, GDP at PPP, and GDP Per Capita*, New York, Algora, 2015.

<sup>3</sup> Angus Maddison, *Monitoring the World Economy*, Paris, OECD Development Centre, 1995.

<sup>4</sup> Julia Lovell, *La guerre de l'opium*, Paris, Buchet-Chastel, 2017.

<sup>5</sup> Pierre Grosser, « Du 'Système tributaire' à la Pax Asiatica : le poids de l'histoire en Asie », *Questions internationales*, n°93, septembre-octobre 2018, p. 11.

n'était pas tant de ne plus être adaptées, mais de ne pas avoir cherché à s'adapter, en dépit de quelques timides efforts notamment entrepris par l'impératrice Cixi à la fin du XIXe siècle, quand il était déjà trop tard<sup>6</sup>.

L'administration de l'Empire des Qing, incarnée par les mandarins, s'est progressivement attirée la suspicion de la population, les fonctionnaires étant critiqués pour leur corruption récurrente et des abus de pouvoir injustifiés compte tenu des déboires que connaissait alors l'Empire. En perdant le contact avec ses sujets du fait d'une gestion catastrophique et de fonctionnaires peu scrupuleux, l'empereur a par la même occasion perdu son mandat d'intermédiaire entre le Ciel et la Terre, c'est-à-dire sa légitimité. Ainsi, parallèlement aux incursions étrangères, la Chine a connu de multiples révoltes paysannes et urbaines au cours du XIXe siècle, qui ont eu pour effet d'affaiblir le pouvoir central et de favoriser l'émergence d'autorités délocalisées, de plus en plus souvent placées sous la tutelle des puissances occidentales<sup>7</sup>. Dans ce contexte, un nationalisme basé sur la frustration s'est lentement mis en place et s'est caractérisé par une lutte contre les injustices, les puissances étrangères étant considérées comme étant à l'origine des problèmes sociaux, avec la complicité coupable du pouvoir central. Le mouvement des Boxers fut le plus significatif à ce titre, tout autant que la réaction des puissances occidentales et l'expédition qui l'accompagna furent le dernier acte des impuissances chinoises.

Il est ainsi aujourd'hui généralement acquis que la chute de l'Empire chinois s'explique ainsi tant par la supériorité technique des Occidentaux que par l'incapacité des Chinois à se regrouper pour faire front commun face à l'envahisseur. Aux « barbares des mers », qualifiant les étrangers (en dehors des pays voisins, baignés dans la culture chinoise), se sont superposés les barbares internes, regroupant les opposants au régime qu'ils rendaient responsable de leurs maux, leurs attaques conjointes provoquant ainsi la fin inexorable de l'empire du Milieu. Ce détail est important à rappeler ici, notamment quand on le met en relation avec le discours nationaliste de l'État-parti, et les appels à la mobilisation pour effacer les humiliations de l'histoire, mais aussi pour dénoncer une dérive « occidentale » de la Chine contemporaine.

---

<sup>6</sup> Lire à ce sujet Jung Chang, *L'impératrice Cixi. La concubine qui fit entrer la Chine dans la modernité*, Paris, J-C Lattès, 2015. L'auteur y développe l'idée selon laquelle l'impératrice était consciente de la nécessité de réformes profondes et d'une adaptation à la présence occidentale, et elle était en ce sens « moderne », mais elle fut souvent mal conseillée et fit des erreurs de jugement.

<sup>7</sup> Parmi les révoltes les plus célèbres en Chine entre les « traités inégaux » et la chute de l'empire, notons celles particulièrement meurtrières, et qui connurent un écho presque généralisé à l'ensemble de la Chine, des Taipings et des Boxers. Lire à ce propos Jean Chesnaux, *L'Asie orientale aux XIXe et XXe siècles*, Paris, PUF, 1973 ; Jacques Reclus, *La révolte des Taiping*, Paris, L'insomniaque, 2008 ; et Denis Gallais, *La guerre des boxers, l'expédition de Chine, 1900-1901*, Annecy, SRE Éditions, 2013.

Dès lors, les traités inégaux formulés par les puissances occidentales punirent la Chine, au modèle fier et opposé à l'Occident, incarné généralement par le Royaume-Uni et la France. La Chine, empire du Milieu, devint au XIXe siècle, l'« Homme malade de l'Asie ». À la périphérie de son empire, les Russes, autrefois tenus en respect comme les autres puissances, lorgnaient sur le Xinjiang, la Mandchourie et une Mongolie extérieure qu'ils aideront à devenir indépendante et, plus tard, socialiste. Une puissance occidentale, voisine de la Chine, allait ainsi bouleverser le destin de l'empire du Milieu et fragiliser un peu plus son autorité et sa légitimité en affectant ses frontières, ce que le Japon fera à son tour quelques années plus tard.

Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, on observe d'autres montées en puissance venues cette fois de lointains pays de l'Ouest, autrefois inconnus et jugés totalement inintéressants par la Chine, mais qui vont progressivement devenir les nouveaux « mandarins » de la Chine, au centre de son destin. C'est le cas des États-Unis, qui accèdent à une hégémonie mondiale encore balbutiante, mais que les décennies suivantes ne feront que confirmer. C'est aussi le cas de l'Allemagne, qui obtient la prépondérance en Europe en quelques décennies après son unification. Et enfin le Japon, pays qui « devait tout » à la Chine en Asie en ayant été fortement inspiré par sa culture, qui, parallèlement au déclin de la Chine, se fit la promesse selon le slogan nationaliste de l'ère Meiji d'« enrichir le pays et de renforcer l'armée » (*Fukoku kyokai*)<sup>8</sup>, en s'inspirant du modèle occidental et en tournant le dos à la civilisation de l'empire du Milieu. Le dogme était alors celui du *Wakon yosai* : « esprit japonais, technologie occidentale »<sup>9</sup>. L'impérialisme japonais, qui n'avait quasiment jamais dans son histoire accepté la supériorité de la Chine, militaire notamment, avait un rêve : dominer la grande Chine en passant par la Corée, puis la Mandchourie. La poussée de nationalisme qui fut à l'origine de la révolution de 1911 s'inspira fortement du modèle japonais, les Chinois essayant de reproduire la célèbre formule « quitter l'Asie, rejoindre l'Europe », ce qui ne signifiait pas moins dans le cas chinois que de chercher à s'émanciper de la tutelle des empires coloniaux, et de rejeter un pouvoir impérial complice et corrompu.

Au-delà de cette expérience douloureuse et d'un ressenti que le mouvement de mai 1919 symbolisa et amplifia, le nationalisme chinois n'est pas un mythe, et a même profondément évolué tout au long de l'histoire de l'empire. Faut-il le répéter, le simple nom chinois donné à la Chine, *Zhong* (« milieu ») *Guo* (« royaume », qu'on traduit également par empire ou pays) suffit à comprendre la façon dont les Chinois perçoivent leur civilisation, et par extension leur

<sup>8</sup> Voir Iwao Seiichi, Iyanaga Teizō, Ishii Susumu, Yoshida Shōichirō, Fujimura Jun'ichirō, Fujimura Michio, Yoshikawa Itsuji, Akiyama Terukazu, Iyanaga Shōkichi, Matsubara Hideichi, « Meiji-jidai », in *Dictionnaire historique du Japon*, volume 14, 1988, Lettres L et M (1), p. 60.

<sup>9</sup> *Ibid.*

pays, sur la scène internationale, à savoir au centre. L'empire du Milieu a toujours vu dans les civilisations l'entourant des vassaux et dans les autres cultures peu connues rien de moins que des barbares. Ce sino-centrisme très prononcé a progressivement, au contact de l'extérieur effectué dans la douleur, évolué vers un nationalisme que les succès économiques du régime ont amplifié et modernisé. Il s'est également urbanisé, après avoir été incarné par le monde paysan, dont Mao Zedong avait compris qu'il représentait la substance du peuple chinois, et le pilier sur lequel il put bâtir sa révolution communiste et sa résistance à l'étranger japonais et au parti nationaliste (Guomindang) de Tchang Kaï-chek, appuyé par des puissances étrangères (l'Union soviétique d'abord, les États-Unis ensuite). Mao Zedong sut habilement jouer la carte d'une soumission de son adversaire à l'étranger, et se positionner comme son contraire.

Pendant des décennies, les autorités chinoises ont méthodiquement bâti le nationalisme autour de l'idée d'un étranger dangereux, et des humiliations que la Chine avait subies<sup>10</sup>. Au cœur des revendications, les zones historiquement rattachées à l'Empire chinois, mais cédées aux Occidentaux au XIXe siècle, permettaient d'alimenter une méfiance à l'égard de l'extérieur. Dans un contexte post-Guerre froide, la Chine a récupéré ses anciens territoires (à l'exception notable de Taïwan), retrouvé une certaine crédibilité sur la scène internationale, et le nationalisme s'est en même temps modernisé. Le politologue chinois Fu Xin reprend les propos de Deng Xiaoping pour illustrer le regain de prestige de la Chine, qui fut à l'origine de l'apparition d'un nouveau nationalisme : « Les rapides progrès réalisés ces dernières années ont augmenté puissance et crédibilité. Nous pensons ce que nous disons et sommes de parole, l'image chinoise s'est ainsi améliorée »<sup>11</sup>. En apparaissant comme crédible et fiable, la Chine est redevenue par la même occasion fière d'elle-même et des valeurs qu'elle incarne, et le retour de Macao et Hong Kong sous l'autorité de Pékin marquèrent ce succès à la fin des années 1990.

Sur un plan idéologique, l'évolution du nationalisme chinois a été rendue possible par la dérive de la Révolution culturelle qui fut, pendant dix ans, le « baroud d'honneur du conservatisme chinois »<sup>12</sup>. Après la mort de Mao Zedong et la disgrâce de la bande des quatre, Deng Xiaoping eut les mains libres pour imposer des réformes, mais aussi une nouvelle vision du nationalisme chinois, bâti sur le désir de rattraper l'Occident, au risque de le singer, plutôt que d'entretenir

<sup>10</sup> Sur cette question, lire Alison Adcock Kaufman, "The 'Century of Humiliation', Then and Now: Chinese Perceptions of the International Order", *Pacific Focus*, Vol. 25, n°1, avril 2010, pp. 1-33.

<sup>11</sup> Fu Xin, « Image nationale à l'ère de la globalisation et réflexion sur la recherche chinoise du 'développement pacifique' », *Guoji Wenti Yanjiu*, n° 4, 2004, pp. 13-18. Cité dans Florence Biot, « Image nationale et puissance montante chinoise », *Les nouvelles de Chine*, n° 22-23, décembre 2004 – janvier 2005.

<sup>12</sup> Selon les termes de Roderick MacFarquhar et Michael Schoenhals, dans leur magistral essai *La dernière révolution de Mao. Histoire de la révolution culturelle 1966-1976*, Paris, Gallimard, 2009.

une haine contre-productive à son égard<sup>13</sup>. Toutes les réformes engagées après 1978 eurent ainsi pour objectif ultime de rendre à la Chine sa fierté disparue, et d'effacer 150 ans d'humiliations. Deng Xiaoping avait compris que pour donner plus de corps à cet objectif politique, il fallait des résultats spectaculaires plutôt que des grands discours, et c'est ce qui le différençia fortement de ses prédécesseurs, englués dans leurs querelles idéologiques et négligeant dans le même temps le développement économique et social de la Chine<sup>14</sup>.

Fortement empreinte de pragmatisme, la première décennie au pouvoir de Deng Xiaoping fut marquée par d'excellentes relations avec les États-Unis, auréolées d'une reconnaissance diplomatique effective en 1979, et alimentées par l'identification d'un ennemi commun : l'Union soviétique<sup>15</sup>. Parallèlement, Pékin mesurait déjà les succès de ses ambitieuses réformes économiques, et les bénéfiques d'un arrimage aux pays occidentaux<sup>16</sup>. C'est sur la base de ces résultats que le « Petit timonier » bâtit ce qui deviendra plus tard un néonationalisme chinois, dont les référents sont : 1) une reconnaissance politique internationale que la relation diplomatique avec Washington a confirmée ; 2) une croissance économique exceptionnelle ouvrant de nouvelles perspectives en matière de développement ; 3) une unité nationale retrouvée après les marasmes de la Révolution culturelle ; et 4) un sentiment de fierté nationale retrouvée, qui culmina avec les rétrocessions de Hong Kong et Macao.

Au cours des années 1990, fort de ses succès, le nationalisme chinois s'est senti pousser des ailes, et a pris pour cible de plus en plus souvent les États-Unis, en particulier après le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade pendant la campagne du Kosovo en 1999, et établissant souvent un amalgame entre les puissances occidentales et Washington. Cela s'explique évidemment par le rôle central des États-Unis sur la scène internationale, en particulier depuis la fin de la Guerre froide. Ce « nouvel ordre mondial » cher au président américain George Bush père (1989-1993) coïncida par ailleurs avec une période d'isolement international de la Chine, consécutivement aux évènements de la place Tian Anmen du

---

<sup>13</sup> Deng Xiaoping fut en ce sens fortement inspiré par l'héritage politique de Zhou Enlai, dont il était très proche à la fin de la vie de ce dernier. Le premier ministre de Mao souhaitait accélérer les réformes économiques, et rendre à la Chine sa dignité après le marasme de la Révolution culturelle. Sur les relations entre Deng et Zhou et les souhaits de ce dernier de voir la Chine jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale, lire Gao Wenqian, *Zhou Enlai. L'ombre de Mao*, Paris Perrin, 2010, notamment le premier chapitre et les deux derniers.

<sup>14</sup> Lire Zhang Lun, *La vie intellectuelle en Chine depuis la mort de Mao*, Paris, Fayard, 2003.

<sup>15</sup> Sur les promesses chinoises dans les années 1980 consécutivement à l'établissement de relations diplomatiques avec Washington, lire Ross Terrill, "China Enters the 1980s", *Foreign Affairs*, Vol. 58, n°4, printemps 1980. Le même expert, auteur de plusieurs ouvrages sur la Chine, avait déjà signé trois ans plus tôt un article pour la même revue sur les relations internationales de la Chine : Ross Terrill, "China and the World: Self-Reliance or Interdependence?", *Foreign Affairs*, Vol. 55, n°1, janvier 1977.

<sup>16</sup> Sur les réformes économiques chinoises et leurs premiers effets, lire A. Doak Barnett, "Ten Years after Mao", *Foreign Affairs*, Vol. 65, n°1, printemps 1986.

printemps 1989. Cet isolement fut un véritable camouflet pour Pékin, mais il alimenta dans le même temps un nationalisme chinois caractérisé par la méfiance à l'égard des pays occidentaux, les dirigeants comprenant la nécessité d'être plus forts pour ne pas se laisser impressionner par le courroux des grandes puissances. En ce sens, les événements de la place Tian Anmen eurent un effet amplificateur.

Pour la Chine, le fait de redevenir une grande puissance n'est donc pas une naissance ou une métamorphose, mais plutôt une sorte de résurrection après quelques siècles de déclin, « résurrection qui semble assumer tout l'héritage du passé »<sup>17</sup>. Cette Chine « nouvelle » du XXI<sup>e</sup> siècle évoque à la fois la Chine impériale, la Chine nationaliste, réformatrice, mais humiliée de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, tout autant que la Chine maoïste et indépendante depuis 1949. Elle est même construite comme un « mixte parfait » de ces différentes influences, selon certains experts<sup>18</sup>. Comment la Chine a-t-elle pu devenir à la fois autre chose aux yeux du monde, une nation composée de « stigmates de douleurs et de gloires », tout en gardant une pensée proprement chinoise de sa place en Asie ? Au-delà de la cristallisation du nationalisme et des problèmes que rencontra l'administration impériale dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, évoquées précédemment, revenons sur les grandes étapes historiques de ce siècle d'humiliations, qui sert selon le chercheur hongkongais Samuel Chan, « de toile de fond aux discours et projets politiques de la Chine dans le monde et surtout en Asie »<sup>19</sup>.

En quelques décennies, la position apparemment inattaquable de la Chine s'est effondrée dans une série d'événements catastrophiques qui commença en 1839, quand les canonnières britanniques réclamèrent vengeance pour la destruction de 20 000 coffres d'opium indien dans le port de Canton, après la tentative de l'empereur Daoguang d'abolir ce commerce. La Compagnie britannique des Indes orientales tourna ses canonnières contre Canton, obtenant, selon l'historien Peter Ward Fay, « une victoire rapide et sans précédent en Chine »<sup>20</sup>. En 1842, en vertu du traité de Nankin, le Royaume-Uni força le gouvernement Qing à payer une lourde indemnisation et exigea l'ouverture de cinq ports conventionnels, dans lesquels ses citoyens « seraient libérés de la juridiction légale de l'empereur »<sup>21</sup>. Le Royaume-Uni s'empara également de l'île de Hong Kong. Au milieu des années 1850, Londres et d'autres puissances

<sup>17</sup> Selon Anne-Marie Barbey-Beresi, Ninon Bruguère et Jérôme Gallois « La Chine au coeur de la nouvelle Asie », *Questions internationales*, n°93, septembre-octobre 2018.

<sup>18</sup> Voir Pierre Grosser, « Du 'Système tributaire' à la Pax Asiatica : le poids de l'histoire en Asie », *op. cit.*, p. 12.

<sup>19</sup> Samuel Chan, « Review - *China's Unequal Treaties: Narrating National History* », *The China Journal*, n°57, 2007, pp. 217-219.

<sup>20</sup> Peter Ward Fay, *The opium war 1840-1842: Barbarians in the celestial Empire in the early part of the Nineteenth century and the war by which they forced her gates ajar*, Chapel Hill, University of North Carolina press, 1997.

<sup>21</sup> Dong Wang, *China's Unequal Treaties: Narrating National History*, Lanham, Lexington Books, 2005.

occidentales exigèrent que la Chine s'ouvre davantage, libérant le commerce de l'opium et abolissant les droits de douane sur les importations. Lorsque l'empereur Xianfeng renia un nouvel accord, les troupes britanniques et françaises naviguèrent vers le nord jusqu'au port de Tianjin où ils détruisirent les forces impériales chinoises et marchèrent sur Pékin. L'Empereur en déroute, les troupes européennes pillèrent et réduisirent en cendres le « Vieux Palais d'été », en chinois « Jardin de la luminosité parfaite »<sup>22</sup>. Dans les jours qui suivirent, les puissances occidentales forcèrent la Chine à ouvrir Tianjin et à céder la région de Kowloon de Hong Kong au Royaume-Uni, et enfin à légaliser le commerce de l'opium et à verser des réparations à la Grande-Bretagne et à la France. Pour faire bonne mesure, la Russie pilla un million de kilomètres carrés de territoire dans le nord-est de la Chine.

La deuxième catastrophe fut la Seconde Guerre de l'opium (1856-1860)<sup>23</sup>, période encore plus difficile pour la cour impériale. En effet, elle combattait à la fois les forces étrangères tout en essayant de contenir le plus grand soulèvement interne de son histoire. Tandis que les troupes étrangères prenaient d'assaut le palais impérial dans le nord, l'armée rebelle du Royaume céleste de Taiping<sup>24</sup> marchait vers le sud. De nombreux Hans se rallièrent au mouvement de Hong Xiuquan, un religieux qui se proclamait être le plus jeune frère de Jésus Christ, accusant le gouvernement Qing d'être corrompu et inefficace. En 1853, les Taiping s'emparèrent de Nankin, qui fut déclarée « capitale céleste du Royaume céleste de la paix »<sup>25</sup>. Les rebelles occupèrent une grande partie de la Chine, instaurant un régime brutal et théocratique. Lorsque Nankin fut finalement renversée par les forces Qing en 1864, plus de 20 millions de personnes périrent, « classant la rébellion de Taiping comme la guerre civile la plus sanglante de l'histoire »<sup>26</sup>. Les Guerres de l'opium et l'assaut de Taiping démontrèrent la diminution du pouvoir de la cour impériale. Cependant, l'historienne Julia Lovell rappelle que les guerres de l'opium sont « passées presque inaperçues des Empereurs »<sup>27</sup>, les qualifiant tout au plus de « troubles frontaliers ». Pour Pierre Grosser, « cette fragilité ouvrit la voie au chapitre le plus sombre de l'histoire moderne de la Chine, ouvert en 1895 avec sa défaite 'humiliante' dans la guerre sino-japonaise »<sup>28</sup>, et au-delà de l'instrumentalisation qui en est aujourd'hui faite et que nous avons mise en avant précédemment, cette humiliation fut une réalité.

L'humiliation venait du fait que la Chine avait, comme nous l'avons évoqué, considéré le Japon comme un petit frère dans sa sinosphère et dans son monde confucéen au sens large. Le début

<sup>22</sup> Brizay Bernard, *Le Sac du palais d'été : seconde guerre de l'opium*, Monaco, Editions du Rocher, 2003.

<sup>23</sup> Traduction, José Frèches, *Il était une fois la Chine : 4500 ans d'histoire*, Saint-Armand-Montrond, XO éditions, 2005.

<sup>24</sup> Pour aller plus loin, voir Jacques Reclus, *La révolte des Taiping*, Paris, L'insomniaque, 2008.

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> Jonathan D. Spence, *God's Chinese Son: The Taiping Heavenly Kingdom of Hong Xiuquan*, New York, W. W. Norton, 1996.

<sup>27</sup> Julia Lovell, « Le siècle de l'humiliation », *L'Histoire*, « 1839-1860 : Les Guerres de l'Opium », n° 467, janvier 2020, p. 51-52.

<sup>28</sup> Pierre Grosser, « Du 'système tributaire' à la Pax Asiatica : le poids de l'histoire en Asie », *op. Cit.*, p. 13.

du XXe siècle vit les événements s'accélérer. En 1911, la dynastie Qing s'effondra, l'image du charismatique président Sun-Yat-sen (un fin observateur du Japon et de l'Occident), semblait envoyer un vent de restauration de la grandeur de la Chine en Asie. C'est d'ailleurs à partir des années 1910-1920 que la première Guerre de l'opium est devenue une date importante de l'histoire de la Chine, un « traumatisme devenant une humiliation, et où des juristes chinois inventèrent l'expression de traités inégaux »<sup>29</sup>. Et si, selon Jean-Sylvestre Montgrenier, « la proclamation par Sun-Yat-sen de la République de Chine renforça le courant de sympathie et les spéculations géopolitiques sur l'avenir de ce pays »<sup>30</sup>, au lendemain de la Première Guerre mondiale, la Chine semblait trahie et les manifestations du 4 mai 1919 prouvèrent qu'un nationalisme chinois populaire était en train de prendre vie. Le gouvernement nationaliste des années 1920 réunifia brièvement le pays<sup>31</sup>, mais rapidement s'enlisa dans une guerre civile avec le Parti communiste. En 1931, le Japon envahit même le nord-est de la Chine, ce que la Russie avait laissé à la Chine, créant ainsi un État fantoche, le Mandchoukouo<sup>32</sup>. Enfin, la guerre totale éclata en 1937, lorsque l'armée impériale japonaise marcha sur la Chine. Environ 20 millions de Chinois perdirent la vie dans ce que la Chine appela la « guerre antijaponaise », soit le quart des pertes totales de la Seconde Guerre mondiale. Selon les estimations chinoises, ce chiffre se rapproche de 35 millions<sup>33</sup>. Si le nationalisme chinois amplifie les humiliations dont la Chine a fait l'objet, celles-ci ne sauraient être sous-estimées.

Ainsi, lorsque les communistes remportèrent la victoire sur le Parti nationaliste de Tchang Kaï-chek en 1949 et proclamèrent la République Populaire de Chine (RPC), selon l'historien américain Peter Zarrow, « la Chine était battue et brisée »<sup>34</sup>. Après un siècle d'humiliations et de destructions, ils reprirent un slogan utilisé pour la première fois par les intellectuels nationalistes en 1915 : « n'oubliez jamais l'humiliation nationale » (« wuwang guochi »)<sup>35</sup>. Confondant avec efficacité les souffrances individuelles avec les indignités dont le pays avait été victime, cette expression est tout naturellement inscrite en tant qu'héritage générationnel, mais elle est surtout enseignée dans les écoles pour ne pas oublier que c'est à l'échelle nationale que la Chine a été humiliée. Ainsi, le projet de Mao Zedong avait pour but de rétablir la grandeur de la Chine, et ses réformes socialistes devaient en incarner le résultat. Grand stratège, mais mauvais dirigeant, Mao est mort en 1976 dans un pays pauvre, mais ses successeurs firent de la Chine une puissance de premier plan. Pourtant, jusqu'à l'arrivée du

<sup>29</sup> Julia Lovell, « Le siècle de l'humiliation », *op. Cit.*, p. 51-52.

<sup>30</sup> Jean-Sylvestre Montgrenier, « Contenir la Chine : un enjeu géopolitique et civilisationnel », *op. Cit.*

<sup>31</sup> Lloyd E. Eastman, *The Nationalist era in China, 1927-1949*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

<sup>32</sup> Peter Zarrow, *China in War and Revolution, 1895-1949*, Londres, Routledge, 2005, p. 338.

<sup>33</sup> « Backgrounder : China's WWII cotributions in figures », *Xinhua*, 3 septembre 2015.

<sup>34</sup> Peter Zarrow, *China in War and Revolution, 1895-1949*, New York, Routledge, 2005, p. 338.

<sup>35</sup> Pour comprendre la mémoire chinoise et sa construction nationale voir Zheng Wang, *Never Forget National Humiliation : Historical Memory in Chinese Politics and Foreign Relations*, New York, Columbia University Press, 2012.

président Xi Jinping à la tête du pays en 2013, la Chine était restée discrète sur son objectif de « Renouveau de la Nation chinoise », et donc sur son désir de restaurer son statut historique, préférant parler entre autres, d'« émergence pacifique »<sup>36</sup>.

La diplomatie chinoise en Asie a-t-elle su retrouver un équilibre relationnel avec les États voisins tout en se permettant de retrouver une place prépondérante, à l'image de son passé ? Ou est-ce plutôt les rapports de puissances économiques, politiques et militaires peu à peu favorables à la Chine qui lui ont permis de retrouver un poids important en Asie, accentuant ainsi le retour des craintes envers une éventuelle domination chinoise ? Son histoire récente nous donne quelques éléments de réponse.

## ENTRE RECONNAISSANCE ET RESTAURATION : LA PLACE AMBIGUË DE LA CHINE EN ASIE

Pendant des décennies, les autorités chinoises ont méthodiquement bâti le nationalisme autour de l'idée d'un étranger dangereux, et des humiliations que la Chine avait subies, en fustigeant dans le même temps un empire décadent et incapable de s'adapter à un environnement changeant. L'objectif de cette historiographie était de légitimer le pouvoir communiste, mais aussi de se positionner à échelle régionale comme une puissance ayant été injustement privée de son aire d'influence. Au cœur des revendications, les zones historiquement rattachées à l'Empire chinois, mais cédées aux Occidentaux au XIXe siècle, permettaient d'alimenter une méfiance à l'égard de l'extérieur. Dans un contexte post-Guerre froide, la Chine a récupéré ses anciens territoires (à l'exception notable de Taïwan et des îlots encore disputés), retrouvé une certaine crédibilité sur la scène internationale, et le nationalisme s'est en même temps modernisé. Le politologue chinois Fu Xin reprend les propos de Deng Xiaoping pour illustrer le regain du prestige de la Chine, qui fut à l'origine de l'apparition d'un nouveau nationalisme : « Les rapides progrès réalisés ces dernières années ont augmenté puissance et crédibilité. Nous pensons ce que nous disons et sommes de parole, l'image chinoise s'est ainsi améliorée »<sup>37</sup>. En apparaissant comme crédible et fiable, la Chine

<sup>36</sup> L'« émergence pacifique » (*he ping jue qi*) de la Chine est un concept qui réapparaît régulièrement dans les discours des dirigeants chinois depuis janvier 2004. Inventé par Zhen Bijian, ancien Vice Principal de l'Ecole Centrale du PCC fin 2003 et présenté par Hu Jintao et Wen Jiabao, il est depuis souvent utilisé.

<sup>37</sup> Fu Xin, « Image nationale à l'ère de la globalisation et réflexion sur la recherche chinoise du 'développement pacifique' », *Guoji Wenti Yanjiu*, n° 4, 2004, pp. 13-18. Cité dans Florence Biot, « Image nationale et puissance montante chinoise », *Les nouvelles de Chine*, n° 22-23, décembre 2004 – janvier 2005.

est redevenue par la même occasion fière d'elle-même et des valeurs qu'elle incarne, et le retour de Macao et Hong Kong dans la « mère patrie » marquèrent ce succès.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1997, Hong Kong a été rétrocédée à la Chine, dont elle avait été détachée au profit de l'Empire britannique pour une période de 99 ans en 1898. Deux ans plus tard, ce fut au tour de Macao, colonie portugaise, d'être rattachée à la Chine. Pékin conserve des ambitions avouées sur toutes les îles de la mer de Chine, qui offrent d'importantes réserves de pétrole, dont le pays aura de plus en plus de besoins dans les prochaines années. Le « retour » de ces deux cités-États sous l'autorité de Pékin marqua un véritable tournant dans les revendications du nationalisme en Chine autant que le sentiment de fierté nationale retrouvé qui l'accompagnait autant qu'il le nourrit depuis deux décennies, à coup de *soft power* et de stratégie de séduction<sup>38</sup>. Les manifestations de masses contre l'amendement de la loi d'extradition par le gouvernement de Hong Kong (qui ont lieu depuis le 15 mars 2019) viennent montrer à quel point l'image internationale de la Chine en tant que puissance moderne reste conditionnée par le maintien du particularisme légal de Hong Kong et par une certaine discrétion générale sur le plan intérieur par Pékin<sup>39</sup>. Ce faisant, le sentiment de fierté nationale n'est pas partagé par tous, et se trouve actuellement sévèrement critiqué par les États-Unis d'Amérique (dénonçant en parallèle le traitement de la minorité musulmane ouïghoure au Xinjiang), alors en pleine « guerre commerciale » avec Pékin.

Cependant, le nationalisme est savamment instrumentalisé et incité par les autorités. Comme le résume très justement Chen Yan, « le communisme a réussi à intégrer le nationalisme en l'orientant vers la promesse de la construction d'une société juste et d'une nation puissante à la fois digne du glorieux passé chinois et dépassant la dualité Chine-Occident »<sup>40</sup>. Le communisme chinois incarne ainsi un nationalisme révolutionnaire en compétition avec d'autres formes d'expression. Il est nationaliste car l'essentiel est, pour reprendre un slogan répandu dans les années 1920, de « sauver la nation » contre les impérialismes prédateurs, de la protéger et même de reconstituer son unité. Il est enfin, pour reprendre les propos de Roland Lew, « révolutionnaire car, pour réaliser cet objectif, la nation doit être transformée, en prenant modèle sur cet Occident industriel que l'on veut à la fois chasser et imiter »<sup>41</sup>.

Parallèlement à ces constantes, qui restent très fortes, une certaine modernisation du nationalisme chinois est apparue en même temps que l'ouverture du régime sur le monde. Au contact de l'extérieur, le nationalisme chinois, comme l'explique Jean-Luc Domenach, est « de

<sup>38</sup> Barthélémy Courmont, *La grande séduction. Essai sur le soft power chinois*, Paris, Choiseul, 2009.

<sup>39</sup> Martine Bulard, « Colère à Hongkong, poudre géopolitique », *Le Monde diplomatique*, 1<sup>er</sup> septembre 2019.

<sup>40</sup> Chen Yan, *L'éveil de la Chine*, Paris, Editions de l'Aube, 2002, p. 150.

<sup>41</sup> Roland Lew, « Les ressorts cachés du dynamisme chinois », *Le Monde diplomatique*, octobre 2004, p. 12.

plus en plus concret, (...) prend plus appui sur des problèmes réels, (...) recherche toujours des avantages de face, mais aussi de plus en plus de substance »<sup>42</sup>. C'est donc aujourd'hui parce que les Chinois connaissent mieux l'étranger qu'ils cherchent à l'imiter pour monter en puissance, et en perçoivent les limites. La contemplation dans l'ombre et le rejet hérité de l'ignorance ont tous deux laissé place à un plus grand pragmatisme de la part de la population, qui se superpose au sentiment de fierté. On relève ainsi en Chine aujourd'hui que les espoirs d'accéder au rang de première puissance économique mondiale ne relèvent pas simplement du fantasme des autorités, mais sont une réalité unanimement acceptée, voire même déjà considérée comme acquise. Le nationalisme résulte donc des perspectives qui s'ouvrent désormais à la Chine, dans divers domaines.

Dans le même temps, comme il est de plus en plus difficile d'ignorer la Chine et que ceux qui seraient tentés de le faire s'exposent à une implacable mise à l'écart, d'autres prenant immédiatement le relais, les dirigeants chinois et les Chinois dans leur ensemble, estiment de plus en plus que leur pays est incontournable et qu'il accède pour cette raison à un statut de superpuissance. Pour l'ancien ambassadeur de France en Chine Claude Martin, la Chine « a aujourd'hui des options : l'option américaine, l'option russe (dont elle joue beaucoup en ce moment), l'option japonaise, l'option indienne. Tout ceci donne aux autorités chinoises le sentiment d'une certaine solidité et aux Chinois dans leur ensemble, y compris dans les couches profondes de la population, un vrai sentiment de fierté »<sup>43</sup>. La Chine, libéralisée sous Deng Xiaoping, est devenue un maillon essentiel des chaînes de la mondialisation économique dès les années 1990, puis dans la décennie suivante une puissance incontournable. Cependant elle ne s'est pas démocratisée en dépit des espoirs nourris dans le monde occidental, et elle n'a pas non plus cessé de vouloir récupérer les territoires de l'Empire Qing perdus pendant le siècle d'humiliations. La Chine n'est plus un Empire culturellement central en Asie, mais un État moderne au centre des économies du monde, mais qui reste aussi nostalgique de sa civilisation. Le peuple chinois rêve et son gouvernement autoritaire anticipe ses désirs pour mieux le contrôler.

Pour preuve sur cette nouvelle situation, dans ses relations avec le monde et l'Asie<sup>44</sup>, la Chine est dès l'époque maoïste devenue « hyperwestphalienne »<sup>45</sup>, et cette tendance s'est

<sup>42</sup> Jean-Luc Domenach, *Où va la Chine ?*, Paris, Fayard, 2002, p. 158.

<sup>43</sup> Claude Martin, « La Chine : scénario pour le futur », conférence *L'Asie vue d'Europe*, Fondation Res Publica, Paris, 8 septembre 2008.

<sup>44</sup> Il est vrai qu'à l'époque maoïste la Chine se vantait de favoriser la révolution en Asie. Les pays voisins s'inquiétaient alors du soutien de Pékin à leurs partis communistes et du risque que leurs communautés chinoises pouvaient représenter (Indonésie, malaisie...). Mais l'affirmation souveraine domine. Pour aller plus loin, voir Ang Cheng guan, *Southeast Asia's Cold War : An Interpretive History*, Honolulu, University of Hawaii Press, 2018.

<sup>45</sup> Pierre Grosser, « Du 'système tributaire' à la Pax Asiatica : le poids de l'histoire en Asie » *op. cit.*, p. 14.

maintenue après l'arrivée au pouvoir de Deng. C'est-à-dire que Pékin a intégré les rapports de forces internationaux du XXe siècle et leur implication pour son voisinage : une première puissance mondiale, les États-Unis, alliée du Japon, de la Corée du Sud et de la province « perdue » par la Chine, Taïwan ; un monde soviétique devenu hostile à son égard en 1960 ; une Asie du Sud paralysée par le conflit entre l'Inde et le Pakistan ; et une Asie du Sud-est souverainiste. Elle était donc très isolée, et surtout assez faible sur le plan diplomatique, bien loin du mandat céleste que portaient autrefois ses ambassadeurs impériaux. Et si la Chine a dépassé économiquement le Japon en 2010, devenant la deuxième puissance mondiale, elle reste pragmatique, jouant sur son image de pays émergent, notamment en participant aux sommets annuels des BRICS depuis 2011. Ainsi, selon le politologue David Shambaugh, la Chine « a longtemps été une 'puissance solitaire', sans amis proches et sans alliés »<sup>46</sup>, tradition de supériorité impériale parfois aveugle, transformée par les guerres et le régime du PCC en une prudence excessive de l'autre. Cette réalité s'est renforcée après le massacre de Tian Anmen de 1989, qui plongea Pékin dans l'isolement et imposa une redéfinition de son rapport au monde. Suivant les recommandations de Deng Xiaoping de rester discret, la Chine s'est tenue à l'écart des affaires internationales, poursuivant une politique étrangère guidée par le principe de non-intervention et de non-alignement. La Chine fit profil bas, attendant son heure pour relever le menton et peut-être réclamer ses dus.

La Chine ne veut pas oublier son passé difficile car elle ne veut pas être de nouveau humiliée. Elle garde ainsi une mémoire vivace, car « la douleur de l'humiliation devait stimuler la renaissance nationale, celle d'atteindre un statut en Asie digne de son passé impérial »<sup>47</sup>. C'est pourquoi l'affirmation inflexible de ses revendications territoriales semble liée plus à la volonté nationaliste du Parti de faire de la Chine une grande puissance qu'à une volonté résolument expansionniste. Mais la frontière entre ces deux désirs reste très mince. La Chine ne cesse en effet d'apparaître comme ambitieuse, en faisant référence à ses « prédispositions anciennes » pour influencer le monde, bien plus qu'une simple restauration de son intégrité territoriale. Le 1<sup>er</sup> octobre 2009, pour les 60 ans de la RPC, Hu Jintao affirmait : « Aujourd'hui, la Chine socialiste se tient solidement debout à l'est, face à l'avenir »<sup>48</sup>, face au Japon et surtout, face aux États-Unis.

En Asie, l'idée de rétablir un ordre sinocentrique est un rêve partagé par de nombreux nationalistes chinois. Dans un ouvrage intitulé *The China Dream*, l'ancien militaire Liu Mingfu

---

<sup>46</sup> David Shambaugh, *The illusion of Chinese power and China Goes Global : The Partial Power*, New York, Oxford University Press, 2013.

<sup>47</sup> Peter Hays Gries, *China's New Nationalism: Pride, Politics, and Diplomacy*, University of California Press, 2004.

<sup>48</sup> François Bougon, *Dans la tête de Xi Jinping*, Arles, Actes Sud, 2017.

décrit avec ferveur nationaliste le fonctionnement du système d' « hommage traditionnel » :

« Dans le système tributaire de l'Asie de l'Est, la Chine est l'État supérieur, et plusieurs de ses États voisins étaient des États vassaux, et ils ont maintenu une relation de tribut et de récompenses. Il s'agissait d'un système régional particulier dans lequel ils entretenaient des relations amicales et s'entraidaient. L'attrait et l'influence des avantages politiques, économiques et culturels de la Chine antique étaient tels que les petits États voisins sont naturellement restés en orbite autour de la Chine »<sup>49</sup>.

Cette vision, en grande partie erronée car très pacifiste du passé impérial de la Chine, éclaire aujourd'hui la diplomatie « gagnant-gagnant » ou d'« émergent à émergent », du gouvernement chinois, qui pourrait s'avérer être aussi « perdant-perdant » pour ses voisins, si on se réfère à l'histoire. Dans les faits, cela se traduit par l'abandon de ce profil bas suggéré par Deng et que ses successeurs s'efforcèrent de respecter jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping. De fait, le contexte a bien changé depuis les années du Petit Timonier. L'émergence progressive de la Chine depuis quarante ans et surtout, selon Alice Ekman, « depuis la bonne résistance de la Chine à la crise économique de 2008-2009 »<sup>50</sup>, a modifié les rapports de force en Asie-Pacifique et dans le monde. Déjà sous la présidence de Hu Jintao (2002-2012), mais surtout depuis son successeur Xi Jinping, le gouvernement chinois a décidé de multiplier les initiatives pour consolider le statut nouveau de puissance de la Chine dans un nombre croissant de domaines.

Tout d'abord, comme le rappelle Françoise Nicolas, « la Chine s'efforce de passer d'un modèle de croissance fondé sur les exportations et l'investissement à une croissance appuyée sur la consommation intérieure, sur l'innovation et sur un meilleur usage des ressources financières internes »<sup>51</sup>. Depuis les réformes économiques engagées par Deng Xiaoping fin 1978, ce pays est largement sorti de la misère pour devenir une superpuissance et pourrait se hisser prochainement au premier rang de l'économie mondiale<sup>52</sup>. Du fait des mutations économiques et de son ouverture internationale, la Chine a surtout profondément changé. La société a été transformée sous les effets conjugués de l'industrialisation, de la tertiarisation et de l'urbanisation, ou encore d'un vieillissement de la population notamment lié à la forte baisse de la natalité depuis les années 1970. Une classe moyenne s'est progressivement constituée, des millionnaires et des milliardaires sont entrés dans le classement international des plus grandes fortunes. Cette nouvelle réalité fait apparaître une nouvelle Chine aux

<sup>49</sup> *The China Dream: Great Power Thinking and Strategic Posture in the Post-America Era*, CN Times Books, 2015, p. 100.

<sup>50</sup> Alice Ekman (dir.), *La Chine dans le monde*, Paris, CNRS Editions, février 2018.

<sup>51</sup> Françoise Nicolas, « La puissance économique et financière chinoise », p. 100-105 dans « Chine, la nouvelle puissance », in Thierry de Montbrial et Dominique David (dir.), *RAMSES 2019. Les chocs du futur*, Paris, Ifri/DUNOD, 2018.

<sup>52</sup> Caroline Puel, *Les trente ans qui ont changé la Chine*, Paris : Buchet-Castel, 2011.

repères changeants et aux modes de pensée en évolution rapide. Après l'apparition de la société de consommation, véritable indicateur d'une certaine modernité dans laquelle la Chine s'est engagée, on assiste désormais à l'émergence de nouveaux styles de vie ainsi qu'à une opinion publique qui reste soumise à des lois strictes, mais qui, en dépit d'une censure toujours présente, se montre de plus en plus active sur Internet. Quelles peuvent être, à moyen et à long terme, les conséquences d'une telle transformation de la société chinoise ? Si cette dernière est sensible au thème de la justice sociale, elle aspire avant tout à l'ordre. Plus qu'une révolution, elle souhaite la poursuite des réformes à condition que celles-ci lui soient profitables. L'imaginaire politique chinois demeure obsédé par le chaos de la Révolution culturelle d'une part, la dislocation de l'Union soviétique d'autre part. De ce point de vue, à l'exception de quelques grands noms de la dissidence tels que l'artiste Ai Weiwei ou l'universitaire Liu Xiaobo (mort en 2017), il existe un consensus entre la société et le pouvoir. Reste à savoir combien de temps, et autour de quels principes, ce consensus pourra se maintenir. Les défis internes sont ainsi multiples, mais le bilan n'en demeure pas moins exceptionnel.

Dans le domaine militaire, la Chine modernise ses capacités, restructure son armée, et arbore désormais, comme l'affirme Valérie Niquet, « toutes les caractéristiques d'une puissance militaire de niveau régional »<sup>53</sup>, adaptée à l'Asie. Là aussi, le chemin parcouru en quatre décennies est impressionnant. C'est surtout sur ses capacités navales que la Chine s'appuie aujourd'hui pour faire la démonstration de sa puissance retrouvée, à la fois en matière défensive et potentiellement offensive, mais aussi et surtout en termes de projection de forces sur des théâtres extérieurs, ce qui fut longtemps son point faible. Mais pourquoi un pays comme la Chine, qui se targue par ailleurs de ne pas avoir d'ennemi (mis à part Taïwan bien sûr, ce qui au passage trouve toute sa pertinence ici), devrait se doter de capacités navales importantes, et se préparer à faire face à un combat naval ? Comme l'explique Yang Baoyun, professeur et directeur adjoint du centre de recherches Asie-Pacifique à l'Université de Pékin, « l'objectif stratégique chinois comporte deux volets. Sur le plan international, sa stratégie maritime s'appuie sur les objectifs de base suivants : protéger et sauvegarder l'unification, la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du pays en cherchant à mettre fin aux conflits maritimes avec les pays voisins afin de préserver les intérêts de la Chine et de créer un environnement international favorable à son développement ainsi qu'à la participation de la Chine à la construction d'un système maritime international. D'un point de vue intérieur, sa stratégie maritime cherche à promouvoir la prise de conscience par la nation de l'importance de la mer, en assurant un développement durable des activités maritimes.

---

<sup>53</sup> Valérie Niquet, « La puissance militaire de la Chine », *Ibid.*, pp. 112-117.

Cette politique devrait contribuer à un développement économique et social coordonné et global et à la construction d'une société harmonieuse »<sup>54</sup>.

Si la question de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale ne saurait être discutée, elle rencontre un problème récurrent, en ce qu'elle cherche à « protéger et sauvegarder l'unification », ce qui fait évidemment directement écho à la question taïwanaise, et le différend historique qui oppose les deux entités depuis 1949. L'évocation de « mettre fin aux conflits maritimes avec les pays voisins » est-elle aussi sujette à diverses interprétations, quand on sait les relations difficiles qu'entretient la Chine avec lesdits voisins, et les multiples litiges territoriaux dans la région ? On pourrait dès lors se demander si cette volonté de mettre fin aux conflits ne consiste tout simplement pas à renforcer les capacités afin de peser plus lourd, et d'exercer la volonté de Pékin. C'est en tout cas de cette manière que la montée en puissance maritime de la Chine est perçue par ses voisins, que ce soit le Japon ou les pays d'Asie du Sud-est.

Comme c'est souvent le cas dans la posture chinoise, le volet intérieur est le plus intéressant et, à bien des égards, le plus structurant. La « promotion de l'importance de la mer » relève ainsi d'un projet vaste qui consiste à associer l'importance des échanges maritimes et la modification de la manière dont les Chinois perçoivent le reste du monde. Longtemps repliés sur eux-mêmes, et peu intéressés par les affaires extérieures, les Chinois seraient ainsi invités à prendre conscience de la puissance retrouvée de leur pays, et à voir dans sa marine le meilleur vecteur de sa puissance.

Notons ici que les études sur la Chine, en particulier dans le domaine militaire, mais de manière plus générale sur tout ce qui peut toucher à l'intérêt national ou supposé comme tel de ses riverains ou des grandes puissances, sont souvent intoxiquées par les problèmes de perception relatifs à ce pays, compte tenu de la nature du régime et du manque d'informations<sup>55</sup>. On peut même estimer que la Chine est l'un des pays qui, dans l'analyse qui en est faite à l'extérieur, souffrent du plus grand nombre d'idées reçues<sup>56</sup>. Au point que toutes les situations dans lesquelles la Chine se montre présente, et parfois sur des thèmes très éloignés les uns des autres – citons par exemple les prospections dans l'Arctique, l'acquisition de l'aéroport de Toulouse, le projet d'un canal au Nicaragua... – sont sujets à de véritables

---

<sup>54</sup> Yang Baoyun, « Vu de Beijing : l'évolution de la conception maritime de la Chine depuis les années 1950 », in Hugues Tertrais (dir.), *La Chine et la mer. Sécurité et coopération régionale en Asie orientale et du Sud-Est*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 64.

<sup>55</sup> Sur la question des perceptions dans les relations internationales, nous renvoyons bien sûr à la lecture, indispensable sur ce sujet comme sur d'autres, de l'ouvrage de Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

<sup>56</sup> Pour un catalogue de ces multiples idées reçues, lire Stéphanie Balme, *La Chine*, Paris, Le cavalier bleu, Collection Idées reçues, 2008.

levées de boucliers, parfois justifiées, parfois moins. Les difficultés relatives à l'évaluation des capacités chinoises, mais aussi et surtout de ses orientations stratégiques, conduisent en permanence les observateurs à imaginer de nouveaux scénarios, voire à prendre de nouvelles directions pour essayer de décrypter la grande stratégie de Pékin<sup>57</sup>. Il est notable que ces scénarios sont fortement influencés par une vision prédéterminée de ce pays, soit angélique, soit au contraire extrêmement négative.

Certes, la Chine est en passe de devenir une grande puissance, et les contributions de cet ouvrage sont particulièrement éclairantes. Mais que veut-elle réellement ? Quels moyens se donne-t-elle pour y parvenir ? Et quelle place Pékin accorde à ses capacités militaires dans cette grande stratégie ? Il y a une quinzaine d'années, au tournant de l'entrée dans un XXI<sup>e</sup> siècle souvent présenté comme pouvant être celui de la Chine<sup>58</sup>, deux experts chinois, Shi Yinhong et Song Dexing, se penchèrent sur la question du statut de grande puissance pour la Chine, esquissant quels seraient les bénéfices pour Pékin de voir la Chine accéder au rang de grande puissance mondiale :

« Le statut de puissance mondiale est une denrée rare, et il y a deux conséquences de la compétition pour ce statut. Ceux qui échouent se retrouveront dans une position plus passive et dépressive qu'auparavant. Par conséquent, il est absolument essentiel pour la Chine de saisir l'instant présent, qui offre une opportunité rare d'entrer dans le club des grandes puissances du XXI<sup>e</sup> siècle. Pendant plus de cent ans, de nombreux intellectuels chinois ont cherché cette opportunité. Parvenir à un tel niveau permettra de conforter la fierté et la confiance de plus d'un milliard de Chinois dans leur pays, réduira les risques de voir la Chine se faire humilier, diminuera de manière conséquente les risques potentiels d'autres pays, et aidera la Chine à s'associer à d'autres pays dans le système international. Tout cela sera permettra de conforter et poursuivre les intérêts de la Chine sur la scène internationale »<sup>59</sup>.

Les objectifs politiques et stratégiques de la Chine tels qu'ils sont présentés ici ne la distinguent pas en soi nettement des autres grandes puissances, à l'exception d'un point : saisir une opportunité que les intellectuels chinois ne sont pas parvenus à identifier pendant des décennies, et ainsi mettre fin aux humiliations de la Chine. En accédant au rang de grande puissance, la Chine ne se contente pas de conforter son statut sur la scène internationale, elle prend sa revanche sur ceux qui l'ont à ses yeux, depuis 150 ans, rabaisée et privée de toute forme de fierté : les puissances occidentales. La montée en puissance militaire de la Chine

<sup>57</sup> Voir notamment Alastair Iain Johnston et Robert S. Ross (éd.), *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, Stanford, Stanford University Press, 2006.

<sup>58</sup> Lire Pascal Lorot, *Le siècle de la Chine. Essai sur la nouvelle puissance chinoise*, Paris, Choiseul, 2007.

<sup>59</sup> Shi Yinhong et Song Dexing, "Reflection on the Chinese International Attitude, Philosophy of Diplomacy, and Basic Strategy", *Strategy and Management*, n°1, 2001, p. 12.

répond à cet impératif de prendre une revanche sur les puissances occidentales. Le programme nucléaire chinois, qui aboutit avec un essai en 1964 et l'entrée de la Chine dans le cercle restreint des puissances nucléaires, entrainé déjà dans cette logique. Comme l'écrit de manière on ne peut plus explicite le maréchal Nie Rongzhen dans ses Mémoires, « pendant plus d'un siècle, les impérialistes ont constamment moqué, humilié et opprimé la Chine. Afin de mettre un terme à cette situation, nous avons dû développer des armes sophistiquées comme des missiles guidés et des bombes atomiques, pour nous donner les moyens minimaux de réponse dans le cas d'une attaque par les impérialistes avec des armes nucléaires »<sup>60</sup>.

L'armée chinoise s'est également dotée d'un solide potentiel de missiles offensifs, potentiel dont elle a montré les capacités dès les années 1990 face à Taïwan : « En 1995 et mars 1996, la Chine a organisé des manœuvres militaires à grande échelle dans le détroit de Taïwan utilisant des missiles balistiques à courte portée, afin d'intimider Taipei dans ce que la Chine percevait comme étant une offre permanente et officielle de séparation du continent, provoquant d'importantes perturbations du commerce international et de l'aviation civile. Le président Clinton se sentit forcé de déployer deux porte-avions dans le détroit afin d'affirmer les engagements de sécurité américains »<sup>61</sup>. Les capacités chinoises se sont développées depuis, sous le regard inquiet des cercles stratégiques américains.

Si le nucléaire assure à la Chine des moyens de défense la plaçant au même niveau que les grandes puissances, et si ses capacités balistiques sont en augmentation constante, c'est sur ses capacités navales qu'elle compte désormais s'appuyer pour faire la démonstration de sa puissance retrouvée, à la fois en matière défensive et potentiellement offensive, mais aussi et surtout en termes de projection de forces sur des théâtres extérieurs, ce qui fut longtemps son point faible. Cette faiblesse est devenue une force, si on constate que c'est dans le domaine maritime que la Chine a fait les progrès les plus spectaculaires en matière de modernisation de son arsenal et d'augmentation de ses capacités. Lors du dixième congrès du Parti de la marine le 27 décembre 2006, Hu Jintao a, après avoir insisté sur le fait que la Chine est un grand pays maritime, appelé la Force navale de l'Armée populaire de libération (APL) à se préparer pour faire face à un combat naval, à se moderniser et se transformer en s'adaptant aux nouvelles technologies et à l'usage de l'informatique, et à former des personnels compétents<sup>62</sup>.

<sup>60</sup> Nie Rongzhen, *Inside the Red Star: The Memoirs of Marshal Nie Rongzhen*, Pékin, New World Press, 1988, p. 702.

<sup>61</sup> Lars Assman, Theater missile defense (TMD) in Asia, Implications for Beijing and Tokyo, *LIT Verlag*, 2007. Lire également Robert Ross, "The 1995-1996 Taiwan Strait confrontation: Coercion, credibility, and use of force", *International security*, vol. 25, n° 2, 2000, pp. 87-123.

<sup>62</sup> *Xinhua*, 27 décembre 2006.

Mais pourquoi un pays comme la Chine, qui se targue par ailleurs de ne pas avoir d'ennemi (mis à part Taïwan bien sûr, ce qui au passage trouve toute sa pertinence ici), devrait se doter de capacités navales importantes, et se préparer à faire face à un combat naval ? Comme l'explique Yang Baoyun, professeur et directeur adjoint du centre de recherches Asie-Pacifique à l'Université de Pékin, « l'objectif stratégique chinois comporte deux volets. Sur le plan international, sa stratégie maritime s'appuie sur les objectifs de base suivants : protéger et sauvegarder l'unification, la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du pays en cherchant à mettre fin aux conflits maritimes avec les pays voisins afin de préserver les intérêts de la Chine et de créer un environnement international favorable à son développement ainsi qu'à la participation de la Chine à la construction d'un système maritime international. D'un point de vue intérieur, sa stratégie maritime cherche à promouvoir la prise de conscience par la nation de l'importance de la mer, en assurant un développement durable des activités maritimes. Cette politique devrait contribuer à un développement économique et social coordonné et global et à la construction d'une société harmonieuse »<sup>63</sup>. En clair, les capacités militaires de la Chine s'inscrivent dans un projet de montée en puissance sur tous les fronts, et ne sauraient dès lors être analysées que dans un cadre plus large de réflexion sur l'avènement de la Chine au rang de superpuissance.

Partant du constat pragmatique que la Chine est une puissance retrouvant peu à peu sa place sur la scène internationale, tant économiquement que militairement, et grâce à cette stratégie du profil bas, les dirigeants de Pékin ont surtout construit un discours qui mêle habilement multilatéralisme et multipolarité, qui refuse le statut de superpuissance, mais propose dans le même temps un regard nouveau sur la gestion des grands enjeux géopolitiques. Pékin semble ainsi préparer ce qui sera, à l'échéance de quelques années, une véritable politique étrangère de puissance assumant son statut, à tel point que la mise en avant d'une certaine idée de la multipolarité et la défense du multilatéralisme sont des outils servant des objectifs plus ambitieux. En attendant, la politique étrangère de la Chine semble s'apparenter à ce que le sinologue américain David Shambaugh qualifie de « puissance partielle », incapable, pour le moment du moins, de rivaliser avec les États-Unis, puissance globale<sup>64</sup>.

Les dirigeants chinois sont, à première vue, des défenseurs déclarés de la multipolarité et cette tendance est ancienne. Le Parti communiste chinois s'en est toujours avec plus ou moins de crédibilité revendiqué. On se souvient notamment des initiatives de Zhou Enlai, au milieu des années 1950, en faveur du mouvement tiers-mondiste qui traduisait la volonté de Pékin de ne

---

<sup>63</sup> Yang Baoyun, « Vu de Beijing : l'évolution de la conception maritime de la Chine depuis les années 1950 », in Hugues Tertrais (dir.), *La Chine et la mer. Sécurité et coopération régionale en Asie orientale et du Sud-Est*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 64.

<sup>64</sup> David Shambaugh, *China Goes Global: The Partial Power*, op. Cit.

pas s'aligner sur Washington et Moscou. Plus récemment, reprenant l'idée du non-alignement, rejetant la bipolarité de la Guerre froide et refusant de s'impliquer trop directement dans la rivalité Est-Ouest, Deng Xiaoping rappela à plusieurs reprises que, quoi qu'il arrive, la Chine ne prétendrait jamais au statut de superpuissance. Parallèlement à cette humilité déclarée, la Chine s'est de plus en plus affirmée comme une puissance de premier plan et revendique même aujourd'hui ouvertement sa place dans le concert des nations. « Une Chine plus développée apportera une plus grande contribution au monde et offrira plus d'opportunités au monde », avait ainsi déclaré Hu Jintao lors de son discours à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) le 23 septembre 2009. Les opportunités sont un signe avant-coureur des modèles de développement que la Chine pourrait désormais proposer aux pays émergents, mais également des solutions que Pékin pourrait apporter aux problèmes internationaux.

Le refus du statut d'hyperpuissance se retrouve dans la volonté des dirigeants chinois de faciliter l'émergence d'une multipolarité dans laquelle la Chine occuperait une place importante. Pour ce faire, Pékin s'est mué en champion du multilatéralisme, refusant toute forme d'hégémonie d'une puissance sur la scène internationale. Tant sur le plan régional qu'international, la Chine a résolument adopté ce type de comportement dans ses rapports avec les autres acteurs. Mais c'est en grande partie grâce à son expérience du multilatéralisme que Pékin voit désormais dans la multipolarité la meilleure des options. Les termes de multipolarité (*duoji*) et de multilatéralisme (*duobian*) sont en langue chinoise distincts, mais il est cependant difficile de ne pas voir dans les discours officiels chinois une confusion entre ces deux notions. D'autant que les dirigeants semblent friands du terme multipolarisation (*duojihua*), qui serait un processus de mise en place d'une certaine multipolarité davantage que le constat que cette dernière existe. Les fondements de la nouvelle doctrine extérieure chinoise, notamment les concepts de développement pacifique (*heping fazhan*) et de monde harmonieux (*hexie shijie*), relèvent ainsi de principes essentiellement multilatéraux, mais servent les intérêts nationaux de la Chine.

Parallèlement à une plus grande implication dans les affaires internationales, à sa vision de la multipolarité et aux risques d'hégémonisme, la Chine s'efforce de déployer une stratégie de *soft power* en misant sur sa culture. À l'occasion du 16<sup>e</sup> Congrès national du PCC, en décembre 2002, le système de réformes dans le domaine culturel fut officiellement lancé, avec pour objectif avoué la mise en avant de la culture chinoise dans le but stratégique de servir les intérêts de la nation. Mais c'est en 2007, lors du 17<sup>e</sup> Congrès, que le *soft power* a été adopté officiellement comme principe politique. Cette vision idyllique de la puissance chinoise présente la particularité, pour le moins intrigante, de s'appuyer quasi exclusivement sur les

outils du *soft power*, au premier rang desquels le rayonnement culturel, sans jamais faire mention des questions économiques ou militaires, sinon pour indiquer que la Chine cherche à jouer un rôle dans le maintien de la paix. Son principal défaut serait ainsi de ne pas proposer de vision sur le long terme et de se contenter de préconiser le soutien aux initiatives culturelles afin de faire la promotion de la Chine, sans toutefois poser la question du pourquoi. En ce sens, il s'agirait plus d'une sorte de *nation branding*<sup>65</sup> que d'une véritable stratégie politique. Le *soft power* chinois est ainsi considéré comme un moyen de faire reconnaître son statut de grande puissance au monde. C'est ainsi que Pékin se lança dans une immense opération de séduction, investissant des sommes colossales, en particulier dans les pays en développement, le plus souvent sans contrepartie. Le *soft power* s'est ainsi décliné sous plusieurs formes, et la BRI initiée par Xi Jinping en 2013, en est l'une des composantes.

En prenant appui sur la diaspora, la Chine bénéficie par ailleurs de relais locaux souvent déterminants dans les succès de sa stratégie de *soft power* et d'une certaine image de la Chine, plus fière et sûre d'elle-même. Il est souvent troublant de constater que si le nationalisme chinois s'exporte facilement, il concerne parfois la diaspora chinoise plus encore que la population de la République populaire de Chine. Le sentiment nationaliste est même en certains cas plus fort dans les populations chinoises vivant à l'étranger, qui profitent de la montée en puissance de la Chine sur la scène internationale tout en vivant dans des démocraties qui ne les exposent pas aux contraintes du régime de Pékin<sup>66</sup>. Par ailleurs, à l'époque d'une Chine encore sous-développée et sans perspective d'avenir, nombreux étaient les candidats au départ. Cette tendance s'est peu à peu inversée et la plupart des jeunes Chinois étudiant à l'étranger, par exemple, souhaitent désormais, une fois leur formation terminée, revenir en Chine où les perspectives d'emploi sont bonnes. La Chine redevient attractive pour les Chinois et pour la diaspora. C'est d'ailleurs sur cette vague que surfent les dirigeants actuels, autour d'un slogan, le « rêve chinois », de Xi Jinping. Cependant, le dirigeant chinois, pragmatique, mais aussi prêt à faire « rêver », a déclaré son intention de « se faire plus d'amis » et de forger une « communauté de destin partagé » en Asie<sup>67</sup>.

Selon Jean-Pierre Cabestan, « les moyens d'influence et d'action de la Chine en Asie sont donc

---

<sup>65</sup> Nous entendons par *nation branding* la mise en avant des caractéristiques — pour ne pas dire qualités — d'un pays. Le *nation branding* est ainsi davantage une stratégie de promotion que de séduction, puisqu'elle ne s'accompagne pas nécessairement d'un message politique ni d'une volonté d'étendre la capacité d'influence, comme le permettrait le *soft power*.

<sup>66</sup> Nombreux sont les exemples de chinois expatriés ou d'origine chinoise qui ont manifesté entre autres en Europe leur soutien au PCC face aux manifestants hongkongais en 2019, réutilisant le slogan propagandaire (diffusé par les médias internationaux chinois) indiquant que « la Chine était une et que les manifestants hongkongais étaient soutenus par l'Ouest pour diviser la Chine ». Cf. [https://www.liberation.fr/planete/2019/07/09/propagande-comment-la-chine-s-infiltre-a-l-ouest\\_1739055](https://www.liberation.fr/planete/2019/07/09/propagande-comment-la-chine-s-infiltre-a-l-ouest_1739055)

<sup>67</sup> « Central Conference on work relating to foreign affairs was held in Beijing », 2014, *fmprc.gov*.

d'abord économiques »<sup>68</sup>, mais il ajoute que ce poids économique est de plus en plus pesant sur les options diplomatiques de ses voisins, du Japon au Vietnam, de la Corée du Sud à l'Indonésie, ainsi, « tout se passe comme si Pékin avait mieux tiré parti de son accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 que ses grands partenaires, États-Unis ou UE »<sup>69</sup>. Mais plus qu'un simple poids économique en Asie, cet atout semble devenir un levier géopolitique, décuplé avec l'activisme diplomatique chinois, face aux États-Unis et à leurs alliés : assistons-nous là comme nous l'avons évoqué à un Tianxia 2.0<sup>70</sup>, où l'objectif ne serait pas tant la soumission des pays d'Asie (et notamment d'Asie du Sud-Est) que l'affirmation que l'« Asie appartient aux asiatiques », tel le slogan de la sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale d'il y a 80 ans, légitimant l'impérialisme japonais afin de « bâtir un bloc économique apte à lui procurer l'autonomie vis-à-vis des États-Unis en matière de ressources naturelles »<sup>71</sup>.

D'ailleurs, avant Zhao Tingyang, l'économiste chinois Sheng Hong interprétait dès les années 1990 la notion de Tianxia comme un cadre identitaire commun à toute l'humanité à partir duquel la Chine est appelée à créer un nouvel ordre mondial en opposition au nationalisme et darwinisme occidental<sup>72</sup>. Après un siècle d'humiliation, seul un « rêve asiatique » pourrait ainsi ramener la dignité et le respect de soi de la nation chinoise. Et ce rêve asiatique s'est autoproclamé « rêve chinois ». Mais qu'est-ce que ce « rêve chinois », et quelles en sont ses implications pour l'Asie ?

---

<sup>68</sup> « Depuis le milieu des années 2000, la Chine est progressivement devenue le premier partenaire commercial de l'ensemble des pays asiatiques (environ 50 % des échanges chinois) ». Voir : Cabestan Jean-Pierre, « L'Asie est-elle 'sino-centrée' ? », *Politique étrangère*, 2012/2 (Été), pp. 345-357.

<sup>69</sup> *Ibid.*

<sup>70</sup> Zhao Tingyang, *Tianxia, tout sous un même ciel*, *op. cit.*

<sup>71</sup> Michelin Franck, « La Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale : réflexion sur un régionalisme asiatique », *Relations internationales*, 2016/4 (n° 168), pp. 9-28.

<sup>72</sup> Sheng Hong, *Wei wanshi kai taiping [Ouvrir le chemin de paix pour dix mille générations]*, Pékin, Maison d'édition de l'Université de Pékin, 1999.

# L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME  
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[iris-france.org](http://iris-france.org)



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.